



BULLETIN de PRESSE représentation en France

81-83, RUE DE LA VERRERIE — 75004 PARIS — 271.81.45 — TELEX 213184



24 Mars 1982, N° 21

QUI A TUÉ MGR. ROMERO ?

Qui a tué Mgr. Oscar Arnulfo ROMERO, l'archevêque des pauvres, le 24 Mars 1980 ?

Le quotidien américain Boston Globe a affirmé le 17 Mars avoir obtenu des copies de documents prouvant la culpabilité du Major Roberto d'Abuissou, figure du parti Arena d'extrême droite.

Ces documents auraient été saisis en Mai 1980 par les autorités salvadoriennes qui en ont fourni des copies au département d'état américain. Les informations du journal Boston Globe confirment celles qu'avaient apporté le colonel Majano, ancien membre de la Junte, dans un entretien paru le 6 Mars dans le quotidien italien "Républica".

"J'avais des soupçons, dit le colonel Majano. En Mai 1980, je me suis aperçu que d'Abuissou et ses amis étaient réunis dans une ferme près de Santa Tecla. Nous sommes entrés les armes à la main. Nous avons trouvé un dossier concernant l'assassinat de l'évêque, intitulé Opération Ananas."

"L'action était minutieusement décrite ainsi que les conséquences politiques de cet assassinat. D'après ces papiers, il était clair que le complot n'avait pas été ourdi au Salvador, mais à Miami, en Florida. J'ai arrêté tout le monde et produit les preuves à la Junte militaire et à l'ambassade américaine pour qu'ils en prennent connaissance".

Deux ans après l'assassinat de Mgr. Romero, aucun coupable a été arrêté, et l'instigateur direct, d'Abuissou, est aujourd'hui un des candidats aux élections du 28 Mars.

Pourquoi un tel silence et une telle complicité de la part de la Junte et du département d'Etat ?

La lettre que Mgr. Romero a adressé à Mr. Carter le 17 Février 1980 et que nous publions à continuation, donne beaucoup d'éléments de réponse à cette question.

Monsieur le Président,

Ces derniers jours est parue dans la presse une information qui me préoccupe beaucoup: votre gouvernement aurait étudié la possibilité d'appuyer et d'aider économiquement et militairement la Junte gouvernementale actuelle.

Du fait que vous êtes chrétien et que vous ayez manifesté votre désir de défendre les droits de l'homme, je me permets de vous exprimer mon point de vue pastoral et de vous faire une demande concrète.

Je suis très inquiet de savoir que le gouvernement des Etats-Unis étudie la manière de favoriser la voie de l'armement du Salvador, en envoyant des équipements militaires et des conseillers pour "entraîner trois bataillons salvadoriens en logistique, communications et renseignements". Si cette information journalistique est exacte, la contribution de votre gouvernement, au lieu de favoriser une plus grande justice et paix au Salvador, accentue sans aucun doute l'injustice et la répression contre les organisations populaires qui ont souvent lutté pour que soient respectés les droits humains les plus fondamentaux.

4° P. 11798

L'actuelle junte de gouvernement et surtout les forces armées et les corps de sécurité, n'ont malheureusement pas montré leur capacité à résoudre, dans la pratique politique et structurelle, les graves problèmes nationaux. En général ils ont seulement eu recours à la violence répressive, entraînant un nombre de morts et de blessés plus grand que les derniers régimes militaires, dont les actes de violations systématiques des droits de l'homme ont été dénoncés par la Commission internationale des droits de l'homme.

La manière brutale dont les corps de sécurité ont récemment expulsé et assassiné les occupants du siège de la Démocratie chrétienne, bien que la junte et le parti, semble-t-il, n'aient pas autorisé une telle opération, montre à l'évidence que la junte et le parti ne gouvernent pas le pays, mais que le pouvoir politique est entre les mains de militaires sans scrupules qui savent uniquement réprimer le peuple et favoriser les intérêts de l'oligarchie salvadorienne.

S'il est vrai qu'en Novembre dernier, "un groupe de six Américains se trouvaient au Salvador (...) en vue de fournir pour une valeur de deux cent mille dollars des masques à gaz et des gilets pare-balles, et pour apprendre à en faire usage contre les manifestants", vous devez être informé de l'évidence qu'à partir de ce moment les corps de sécurité, disposant d'une plus grande protection et efficacité, aient pu réprimer encore plus violemment le peuple, en utilisant des armes mortelles.

C'est pourquoi, en tant que Salvadorien et archevêque de l'archevêché de San Salvador, ayant le devoir de veiller à ce que règnent la foi et la justice dans mon pays, je demande, si vous voulez en vérité défendre les droits de l'homme:

- Que vous interdisiez cette aide militaire au gouvernement salvadorien;

- Que vous garantissiez que votre gouvernement n'interviendra ni directement, ni indirectement, par des pressions militaires, économiques, diplomatiques, etc., dans la détermination du destin du peuple salvadorien.

Nous vivons actuellement dans notre pays une grave crise économique-politique, mais il ne fait aucun doute que c'est le peuple qui, de plus en plus, se conscientise et s'organise, et qu'ainsi il a commencé à être compétent pour être le gestionnaire et le responsable de l'avenir du Salvador et qu'il est seul capable de surmonter la crise.

Il serait injuste et déplorable, qu'à cause de l'intrusion de puissances étrangères, le peuple salvadorien soit frustré, qu'il soit réprimé et qu'on l'empêche de décider de façon autonome de la trajectoire économique et politique que doit suivre notre patrie.

Cela supposerait qu'on viole un droit que les évêques latino-américains réunis à Puebla ont reconnu publiquement: "La légitime autodétermination de nos peuples qui leur permette de s'organiser selon leur génie propre et la marche de leur histoire, et de coopérer à un nouvel ordre international" (Puebla, 505).

J'espère que vos sentiments religieux et votre sensibilité à l'égard de la défense des droits de l'homme vous amèneront à accepter ma demande, évitant ainsi de plus grands versements de sang dans notre pays souffrant.

Respectueusement,
Oscar A. ROMERO,
archevêque.

L'OPPOSITION NORD-AMERICAINE A UNE INTERVENTION AU SALVADOR S'ACCROIT

Le sénateur républicain au Congrès, Mark Hatfield, a déclaré que le projet présenté au Congrès au sujet de l'aide militaire au régime salvadorien a pour objectif d'empêcher un bain de sang dans ce pays. Selon ce projet, toute aide militaire des Etats-Unis au Salvador doit être bloqué à moins que le régime de José Napoleon Duarte réalise un effort de "bonne foi" pour négocier avec l'opposition armée.

En accord avec ces propositions, trois nations seraient chargés de suivre de près les négociations qui pourraient avoir lieu. C'est à dire un pays qui serait choisi par la junte, un autre par l'opposition et un troisième par les deux parties.

Ces propositions sont approuvés par plusieurs sénateurs dont Mr. Edward Kennedy.

Ces propositions du Congrès se joignent aux propositions de la Chambre des représentants qu'au début de ce mois a sollicité au Président Ronald Reagan qu'il favorise l'ouverture de négociations sans conditions préalables entre la junte et l'opposition.

Cinq membres de la Chambre des représentants dont Mr. Benjamin Rosenthal, représentant de l'Etat de New-York viennent de déposer un projet de résolution demandant l'interruption de l'aide militaire américaine au Salvador. " Nous avons entendu autrefois tout ce qu'on nous dit aujourd'hui; c'était une erreur alors, c'est une erreur aujourd'hui "

Comité pour l'arrêt de l'intervention

Un "Comité pour mettre fin à l'intervention" s'est constitué début février, pour appuyer les efforts démocrates au congrès.

Leur objectif principal "empêcher un nouveau Vietnam".

Parmi les signataires figurent des hommes politiques et des universitaires, ainsi que Mr. Andrew Young, l'ancien représentant permanent américain au Nations Unies et aujourd'hui Maire d'Atlanta, Mme. Coretta King, Veuve de Martin Luther King et Mr. Douglas Fraser, président du syndicat des travailleurs de l'automobile.

Les responsables du Comité, faisant remarquer que les syndicalistes s'étaient tenus à l'écart du mouvement "Anti-Vietnam", commencent à participer activement dans le mouvement contre la politique de Reagan en Amérique Centrale.

Un universitaire, membre de ce comité disait: "Nos troupes se mobilisent plus rapidement encore que nous n'osions l'espérer, mais il faut que l'opinion étrangère nous aide", " elle peut faire beaucoup pour tenter de convaincre l'administration Reagan qu'elle s'est engagée dans une voie sans issue autre que le chaos".

A Harvard, Huit cents signatures de professeurs d'université demandent l'annulation de la décision du Président Reagan d'augmenter l'aide américaine au Salvador. Au cours d'une conférence de presse, Mr. Salvador Luria, Prix Nobel de biologie a déclaré: "Nous estimons que la politique du gouvernement au Salvador constitue une ingérence injustifiable dans les affaires d'un pays indépendant. Une ingérence aussi flagrante et injuste que l'a été l'intervention au Vietnam..."

Un sondage réalisé par CBS- New York Times

60% des américains craignent un processus de type Vietnamien et 63% pensent que les Etats-Unis doivent se tenir à l'écart du conflit. Les proportions sont plus fortes chez les démocrates, les Noirs et les personnes défavorisées. Mais une majorité de républicains et de conservateurs déclarés préconisent le non-engagement.

Au total, seuls 6% des personnes interrogés approuvent l'envoi éventuel de soldats américains au Salvador, et à peine 16% veulent le maintien de l'aide économique et militaire.

41% s'attendent à un prochain débarquement de "marines".

Enfin, pour un américain sur six, il faudrait soutenir la guérilla et non le gouvernement de M. Duarte.

JOURNALISTES CONDAMNES A MORT

Le 19 Mars, Radio Venceremos, voix officielle du FMLN, dénonçait l'assassinat de quatre journalistes néerlandais et responsabilisait le haut commandement de l'armée en liaison avec le secteur fasciste du Majeur D'Aubuisson. "Leur objectif est de cacher la vérité sur notre pays en assassinant des journalistes nationaux et étrangers".

Radio Venceremos a rappelé que le général Garcia avait inculpé les journalistes qui se trouvent au Salvador de fausser les informations sur la situation actuelle du pays et les a menacés d'enquêter sur leurs actes.

L'assassinat des quatre journalistes, K.Koster, H.Terlaag, J. Kuiper et J. Willemse, coïncide avec la publication d'une liste de 40 journalistes étrangers menacés de mort par la bande para-militaire "Maximiliano Hernandez Martinez", commando de la mort, auteur de l'assassinat de nombreux démocrates.

Parmi les journalistes sur la liste figurent C. Winter (B.B.C.), S. Christian (Miami Herald), R. Bonner et A. Riding (New York Times), K. Deyoung et C. Dickey (Washington Post), D. Critchfield et R. Lloyd (N.B.C.), J. Newhagen (U.P.I.) et J. Frazier (Associated Press).

Cet assassinat a causé une profonde consternation et indignation de la presse internationale, le jour même à Amsterdam des centaines de personnes manifestaient devant l'ambassade en portant cinq couronnes de fleurs; quatre avec le nom des journalistes et une avec l'inscription "40.000 Salvadoriens morts".

Pour leur part les journalistes étrangers qui se trouvent au Salvador ont adopté des mesures de sécurité face aux menaces. Des réunions ont été tenues à l'hotel Camino Real de San Salvador pour adopter ces mesures et réaliser une action commune de protestation.

LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DU SALVADOR DENONCE...

Plus de deux mille morts et environ un million de réfugiés à l'intérieur et à l'extérieur du pays, caractérisent le panorama pré-électoral au Salvador, affirme la commission des droits de l'homme dans ce pays.

Cet organisme précise que tant que la répression contre le peuple et les réfugiés ne cessera pas, des élections n'auront pas de sens et leur pureté et efficacité ne seront pas garanties.

La Commission dénonce également, les conditions dans lesquelles se trouvent les réfugiés à l'intérieur du pays, en soulignant le grave problème de la malnutrition infantile. Plusieurs enfants sont déjà morts par manque de nourriture.

La Commission des droits de l'homme signale que la situation actuelle au Salvador exige, encore une fois, une enquête sur les activités répressives des armées salvadoriennes et honduriennes aux camps de réfugiés.

Par ailleurs, la Commission de Défense des Droits de l'Homme en Amérique Centrale a dénoncé à Mexico, l'enlèvement du paysan salvadorien José Orlando Garcia Mejia, par les forces de sécurité de la Junte.

Des correspondants étrangers à San Salvador informèrent de l'assassinat de cinq personnes effectué par l'armée salvadorienne sur une colline récemment quadrillée par les forces armées.

Selon les mêmes sources, parmi les victimes figurent deux hommes habillés en guerilleros et trois paysans dont deux de leurs cadavres ont été coupés à la machette.

Radio Venceremos a communiqué une découverte aussi macabre. Dans une zone située entre les localités de Santa Clara et Apastepeque, à 45 kilomètres à l'est de la capitale, on y a trouvé cinq cadavres appartenant à des civils, dont celui d'une femme.

LA GUERRE VA CONTINUER

Le Président du Front Démocratique Révolutionnaire (FDR) du Salvador, Guillermo Manuel UNGO, a réitéré à Managua que la guerre continuera tant qu'il n'y aura pas de négociations pour une solution politique du conflit interne.

Au cours d'une conférence de presse à laquelle ont assisté des journalistes nationaux et étrangers, il a nié que le Front Farabundo Marti pour la Libération Nationale (FMLN) ait lancé une offensive pour frustrer les élections convoquées pour dimanche prochain.

Il a expliqué que les récentes victoires des rebelles sont le résultat de l'avance des forces révolutionnaires depuis l'année dernière et non pas d'un plan dirigé à entraver ce qu'il a qualifié de farce électorale de la droite et pour la droite, des minorités et pour des minorités.

Nous avons dit pour notre part, que tant qu'on ne travaillera pas en faveur d'une solution politique, la guerre continuera, avant, pendant et après les élections, a-t-il dit.

Il a insisté sur le fait que les élections seront un échec, car même l'ambassadeur nord-américain au Salvador, Deane R. Hinton, et la propre junte militaire démocrétienne, considèrent que la situation sera satisfaisante s'il y a un demi million de personnes qui vont aux urnes.

Ungo a souligné qu'il y a au Salvador au moins deux millions d'électeurs possible et qu'il y aura donc deux tiers d'abstentions au moins. Il a dit que le plus grand indice de fraude électorale en préparation est le fait qu'il n'existe pas de registre électoral.

Le président du FDR a précisé que les Etats-Unis et la junte que dirige José Napoleon Duarte ne disent plus que les élections sont une solution aux problèmes internes, mais le début de leur solution.

Il a établi une différence entre les candidats de droite qui utilisent des millions et les organisations populaires qui sont reprimées par un état de siège qui dure depuis 24 mois.

Il a souligné qu'à travers la terreur et l'intimidation, de nombreuses personnes se verront obligées à voter.

Ungo a infirmé l'opinion de Duarte selon laquelle si la démocratie chrétienne l'emporte, elle en sortirait renforcée, car le résultat ne modifiera pas la structure réelle du pouvoir qui repose sur les forces armées. Il a ajouté qu'après les élections l'extrême droite serait représentée, participerait au gouvernement à travers l'assemblée constituante, et s'opposerait à la négociation politique.

De sorte que l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite avec la légitimité électorale, place le gouvernement nord-américain dans une position plus difficile pour rechercher une solution politique démocra-

tique, en accord avec les interets du peuple salvadorien.

Il a indiqué que le gouvernement nord-américain tient à ce que la démocratie chrétienne n'échoue pas, c'est son parti.

Ungo a précisé que les forces révolutionnaires sont ouvertes à la discussion politique, à laquelle les Etats-Unis s'opposent ainsi que le régime salvadorien.

Le dirigeant du FDR a indiqué que Washington a manipulé des options contradictoires au Salvador, telles que la guerre avec réforme, la guerre avec élections et la guerre avec négociations.

Dans le cas du Nicaragua, il a affirmé que Washington prétend utiliser la destabilisation et la négociation.

A PROPOS DES NEGONCIATIONS.

La représentante de la Commission Politico-Diplomatique (CPD), a dit à Radio Venceremos :

" En déclarant que les Etats-Unis ont en ce moment la possibilité de negocier au niveau local, régional et mondial, le secrétaire d'Etat nord-américain Alexander Haig prétend dénaturer le caractère de notre lutte. Nous avons affirmé à plusieurs reprises, que nous ne voulons pas être assimilés au conflit Est-Ouest. Quand Haig déclare que les Etats-Unis devraient dialoguer avec l'URSS et Cuba à propos du Salvador, il nous aligne. Le FMLN-FDR ne peut pas accepter cet alignement imposé, puisque notre lutte de libération a pour objectif fondamental et primordial d'avoir un gouvernement indépendant. Le non-alignement est une question essentielle dans nos propositions et dans notre programme.

Nous pensons qu'il est correct et convenable que les Etats Unis entament le dialogue pour normaliser leurs relations avec Cuba ainsi des pour-parlers avec le gouvernement du Nicaragua.

Nous rappelons pour notre part, notre disposition à travailler pour une solution politique negociée. Nous sommes reconnaissants des efforts de médiation entrepris par les différents pays pour permettre qu'une telle issue puisse voir le jour, mais nous tenons à réaffirmer que notre démarche s'inscrit dans le droit inaliénable de notre peuple à son autodétermination!

Pour sa part le commandant Cayetano Carpio a réaffirmé que le FMLN "est prêt à trouver une solution negociée pour la situation au Salvador, mais la junte militaire démocrate-chrétienne s'oppose jusqu'à maintenant à tout arrangement politique".

Le Commandant Carpio a qualifié "de très positives" les propositions de paix de Mexico. Il a souligné que pour le FMLN "les efforts du président mexicain pouvaient créer un climat favorable à un règlement politique".

LA SOLIDARITE EN EUROPE

En Grèce, quinze jours après une manifestation contre l'intervention nord-américaine au Salvador qui avait réuni 10000 personnes, un Meeting de solidarité avec les peuples du Nicaragua, du Salvador et du Guatemala a été organisé, le mardi 16 Mars, par les différents partis politiques dont le Parti Socialiste aujourd'hui au pouvoir.

En Espagne, le jeudi 17 Mars, a eu lieu à Madrid une manifestation contre l'intervention nord-américaine au Salvador organisée par le PCE à laquelle ont participé 15000 personnes.

Le lundi 22 Mars, à Madrid a eu lieu un acte de solidarité avec le peuple salvadorien organisé par les acteurs et producteurs du cinéma espagnol. Y ont participé, entre autres: José Sacristan,

Jose Luis Garcia Sanchez, Lola Gaos, Eloy de la Iglesia, etc..
A Amsterdam; Le jour même où les 4 journalistes néerlandais étaient assassinés par la junte salvadorienne, plusieurs centaines de personnes manifestaient devant l'Ambassade salvadorienne.
Les manifestants portaient 5 couronnes des fleurs, 4 avec les noms des journalistes, et la cinquième portait l'inscription "40.000 salvadoriens".
En Italie; dans la région du Piémont, plusieurs actes de solidarité se dérouleront du 26 Mars au 17 Avril, organisé par le comité régional de solidarité avec le peuple d'El Salvador. Ils sont soutenus par le Conseil régional.

SITUATION MILITAIRE: LES FORCES ARMEES EN ETAT D'ALERTE GENERALE

Le 16 mars, les forces du FMLN ont attaqué la ville de Santa Ana. Les affrontements, les plus forts ont été enregistrés dans la 25ème Avenue de l'Orient et l'Avenue de l'Indépendance. Dans plusieurs endroits il y a eu des accrochages et plusieurs bombes ont explosé. Les forces armées de la junte ont commencé à bombarder la ville à partir de huit heures du matin en utilisant l'aviation et en lançant des grenades M 79, a informé Radio Venceremos.

Par ailleurs, à l'occasion du premier anniversaire de la brigade "Atlacalt" le régime a reconnu que, durant cette période, ce corps spécialisé en lutte contre-insurgente, a subi 420 pertes entre morts et blessés, dans des affrontements avec la guerrilla. (PL)

Lundi 22 mars, la voix officielle du FMLN a informé que la veille, à une heure du matin, des escadrons du FMLN ont fait sauter le pont "El Angel", situé entre Apopa et Opico, à 25 Kmtrs de San Salvador. Ce pont était une route importante pour les forces armées de la junte, puisque c'était pour elles, voie de passage pour des véhicules blindés et pour le transport des effectifs de la brigade "Atlacalt".

Lundi 22 mars, les forces du FMLN ont attaqué la cité "El Palmar" au sud-ouest de San Salvador et réalisé une incursion dans cette capitale. Dans le département d'Usulután, les forces de l'opposition ont attaqué la ville "El Triunfo", tandis que d'énormes contingents de troupes se dirigent vers le Département de Chalatenango.

A LA RECHERCHE D'UN REGLEMENT NEGOCIE EN AMERIQUE CENTRALE

Déclarations de Mr. Luis Herrera Campins : lundi dernier, à Caracas, le président vénézuélien, Mr. L.H. Campins, a déclaré que les cinq commandants du FMLN, lui avaient demandé sa collaboration, à fin de conjurer l'actuelle guerre civile au Salvador.

Dans leur lettre, les cinq commandants du FMLN, précisent qu'une telle proposition implique "une négociation globale, sans conditions préalables des deux parties, l'élaboration à partir d'un accord mutuel d'un calendrier de discussions, la présence de représentants des gouvernements, comme témoins, et l'information du peuple salvadorien sur l'évolution de cette recherche d'une solution politique".

Selon l'AP, Herrera Campins, a déclaré qu'il n'écarte pas la possibilité de jouer un rôle médiateur, mais il a réitéré son soutien au gouvernement de Duarte.

Il a ajouté: "La seule chose que nous pouvons faire, c'est de démontrer notre bonne volonté afin d'en finir, avec la violence et rechercher une solution démocratique et institutionnelle qui menerait à la Paix"

Les signataires du texte: Andal, Carpio, Cienfuegos, Roca, et Villalobos précisent que leur objectif est "de parvenir à mettre terme à la guerre" pour que se stabilise l'Amérique Centrale et que "disparaisse cette source de tension mondiale".

Déclarations du Premier Ministre de la Grenade

Le Premier ministre de la Grenade Maurice Bishop, a reiteré l'appui de son gouvernement au Nicaragua et aux forces populaires qui luttent contre le régime du Salvador.

Bishop a fait l'éloge des propositions de paix pour la région du président mexicain Jose Lopez Portillo, qu'il a qualifié de grand homme d'état, d'un énorme prestige en Amérique Latine.

Il s'est montré profondément préoccupé face aux menaces d'agression contre le Nicaragua, après avoir fait un résumé des actions terroristes dont a été victime la patrie de Sandino et ajoute que la campagne nord-américaine d'agression contre ce pays est arrivée a son paroxysme.

Il a rejeté une solution de force pour parvenir a une solution conditionnée au Salvador et il a reiteré l'appui de son gouvernement aux patriotes du Front Démocratique Révolutionnaire (FDR) et du Front Farabundo Marti pour la Libération Nationale (FMLN) comme des représentants authentiques de la nation centraméricaine martyrisée.

Fidel Castro renouele son soutien aux propositions mexicaines.

Le Président du Conseil d'Etat, Fidel Castro a reçu le secrétaire des relations extérieures du Mexique, Jorge Castaneda, arrivé samedi dernier à La Havane.

Castaneda a fait part à Fidel Castro du résultat de ses conversations avec le secrétaire d'état nord-américain Alexander Haig, réalisées dans le cadre des propositions du président mexicain José Lopez Portillo.

Les initiatives de Lopez Portillo étaient destinées à résoudre les tensions existantes en Amérique Centrale et dans le Caraïbes par des négociations réunissant toutes les parties concernées dans ces conflits.

Le chef d'état cubain a réaffirmé les positions de son pays sur les problèmes qui touchent cette région. Il a aussi confirmé l'adhésion de Cuba aux propositions constructives du président Lopez Portillo, tel que l'exprime sa lettre au mandataire Mexicain.

Il est impossible de négocier sous la menace d'un révolver

Le gouvernement Nicaraguayen a fait savoir le 18 mars qu'il allait étudier la proposition américaine rendue publique par M. Alexander Haig le 15 Mars.

Le vice-ministre des Affaires étrangères Victor Tinoco, a cependant fait observer que le Nicaragua maintenait sa propre position de paix, comportant notamment un engagement de non-alignement, le pluralisme politique et la signature de pactes de non-agression avec les pays voisins.

Il a ajouté "que les Etats-unis nous demandent de cesser d'appuyer la guerilla salvadorienne. Cependant, comme il s'agit d'une fausse accusation, elle ne peut faire l'objet d'une discussion ou d'un compromis et nous ne pouvons accepter une supposition de Washington comme base d'un dialogue avec les Etats-Unis".

Pour sa part, le Ministre de l'Intérieur Th. Borges a posé comme préalable à toute négociation que les Etats-Unis reviennent sur leurs menaces d'agression. "Il est impossible, a-t-il déclaré, de négocier sous la menace d'un révolver".

Le ministre Castaneda, après avoir rencontré le coordinateur de la junte Nicaraguayenne, M. Ortega et le ministre de relations extérieures M. Escotto, s'est contenté de déclarer qu'il se félicitait de "l'attitude favorable" du gouvernement nicaraguayen concernant la recherche de solutions aux problèmes actuels de la région.

Au Conseil de Sécurité.

Le gouvernement Nicaraguayen a présenté une plainte au Conseil de Sécurité des Nations Unies, où il accuse les Etats-Unis de susciter des risques de conflagration en Amérique Centrale.

Le commandant Ortega a rappelé à ce propos que les services secrets américains avaient mis sur pied une force d'intervention de cinq cents hommes, " pour mener des attaques militaires, des sabotages, et des actes terroristes contre le Nicaragua, à partir du Honduras".

Pour sa part la chaîne de télévision CBS a informé que des troupes de bérets-verts spécialistes en assassinats, se sont infiltrés au Nicaragua pour réaliser des opérations identiques à celles qu'ont été réalisées pendant la guerre d'agression nord-américaine contre le Vietnam.

L'information diffusée, précise qu'un ancien béret-vert a déclaré que son ex-commandant du Vietnam lui a offert 50.000 dollars pour s'infiltrer au Nicaragua après avoir subi un entraînement de six mois dans un autre pays d'Amérique Centrale.

D'après la CBS l'individu qui n'a pas révélé son nom, a dit qu'il avait refusé la proposition alors que d'autres l'avaient acceptée.

L'ancien membre des forces spéciales de l'armée nord-américaine a ajouté que cette mission avait l'appui de la Maison Blanche et devait débuter en Avril prochain.

La CBS a affirmé que d'autres bérets-verts avaient reçu aussi des offres de primes pour sortir de leurs unités actuelles et prendre part à ce plan subversif contre le Nicaragua.

NOUS AVONS BESOIN DE VOTRE SOUTIEN FINANCIER

Aidez-nous à payer les dépenses de notre Bulletin de Presse (Papier et timbres) afin d'assurer la continuité de notre travail d'information.

Libellez vos chèques au nom du F.D.R. et envoyez les à Mr. Armijo

81-83 rue de la Verrerie,
75004 PARIS